

EFE(agence de presse espagnole) - Conférence Internationale sur les droits de la Presse

Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias?

L'EFE est la première agence de presse internationale espagnole, formée d'un réseau de 110 pays. Il s'agit d'une agence publique soutenue financièrement par l'État espagnol et par la vente de ses services aux médias. Basée à Madrid, l'EFE est la quatrième agence mondiale avec plus de 3000 journalistes de 60 nationalités qui propose tout type de contenus, principalement en espagnol. C'est un instrument de soft-power qui joue un rôle crucial dans la Conférence Internationale sur les droits de la Presse. Celle-ci doit relever les défis liés à l'évolution des médias. Nous allons alors nous demander: comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias?

Face au recul de la liberté de presse et à l'émergence du numérique, la désinformation est favorisée et la démocratie est vulnérable. La communauté internationale doit agir afin d'améliorer la situation globale de la presse. La défense de la liberté ne peut dépendre uniquement des États, et les journaux, agences de presse et journalistes doivent s'engager dans une coopération internationale. L'EFE doit assumer une responsabilité puisqu'elle distribue des informations fiables dans une situation complexe.

L'EFE s'attache à l'article 19 de la déclaration internationale des droits de l'Homme, qui repose sur la liberté d'expression et d'opinion. Selon un article de l'EFE publié en 2024, l'Espagne progresse de six places dans le classement des pays où la liberté de presse est élevée, en raison de la situation dans des pays étrangers. Au vu de la montée des autoritarismes et de la méfiance de la population qui utilise davantage les réseaux sociaux comme source d'information, l'EFE s'engage en avril 2025 avec Reporters sans frontières dans une initiative défendant le journalisme transparent et professionnel.

La censure représente une menace pour l'EFE. Il est difficile de l'éviter pour les agences de presse qui ne peuvent pas lui faire face si c'est des États, bien plus puissants politiquement, qui l'imposent. En effet, d'après un article de l'EFE de 2025, l'usage croissant des outils juridiques limite l'activité de la presse. Ce phénomène a surtout lieu en Amérique, où la presse est cliente de l'EFE et doit faire face à la montée des autoritarismes. Certains médias considérés comme critiques perdent la présence publique et cela fragilise la diversité de l'opinion publique.

Cette situation d'instabilité provoque chez l'EFE une auto-censure. Elle présente plus de difficultés à obtenir des informations fiables des pays puisque les travailleurs locaux sont en situation de risque. Les contenus ne sont pas partagés dans le monde de façon égalitaire, les populations sont mal informées. L'EFE demande alors la création d'un mécanisme international de surveillance et l'aide financière indépendants des pressions politiques.

Cette censure est fortement liée aux violences politiques face aux journalistes qui reçoivent des menaces ou des poursuites judiciaires aux journalistes. Puisque l'agence couvre tout type d'événements, les crises en forment une grande partie: les forces de l'ordre contrôlées par les États ou des personnes extérieures peuvent menacer et même attaquer des journalistes sous prétexte de s'opposer à leur idéologie. Le droit individuel des journalistes en tant que personnes menacées est affecté mais le droit à une information libre et fiable

des citoyens est limité. L'EFE défend alors une situation plus juste et sécuritaire pour ses collaborateurs: l'agence demande de développer un statut juridique international pour les journalistes et elle demande à l'UNESCO de financer des équipes de protection, à travers également de coopération internationale. Le but est de réduire la peur ressentie par les journalistes pour améliorer leurs conditions de travail et pour que la population ait accès à une information fiable.

Le financement constitue pour l'agence EFE un enjeu majeur: son budget provient majoritairement (environ 62%) du Service d'Intérêt Économique Général, géré par l'État espagnol. À travers la vente de services et en s'engageant dans des projets et accords, l'EFE se finance. Cet équilibre permet la séparation de gestion et de contenu éditorial. Elle soutient par exemple l'International Fund for Public Interest media, afin de diversifier les sources de financement et générer une stabilité. L'EFE demande une création de fonds européens ou internationaux, indépendants des États pour garantir la liberté de presse. Elle encourage les modèles mixtes de financement et appelle la conférence à une rémunération obligatoire et proportionnelle.

D'autre part, la concentration des médias est un phénomène qui consiste à rassembler une grande partie des médias sous le contrôle de certains agents économiques. Cela provoque une uniformisation et une influence sur les lecteurs qui ne disposent que d'un point de vue face aux événements mondiaux. Le pluralisme de presse est fortement limité, ce qui représente un problème puisque toute la population reste sous influence d'un petit groupe de responsables. Cependant, en tant qu'agence internationale, l'EFE fournit des contenus à des journaux qui diffèrent dans leur couleur politique. Elle défend alors la diffusion d'information professionnelle et transparente et soutient le pluralisme.

Le pluralisme serait plutôt bien conservé dans les réseaux sociaux, qui ont changé la façon de s'informer: les plateformes regorgent d'articles qui suscitent des débats dans lesquels toutes les opinions participent. Cependant, ces plateformes favorisent la diffusion rapide et mondiale de fake-news. C'est pour cela que l'EFE a créé un service de vérification des faits (EFE verifica): ceci s'appelle "fact-checking". Elle s'engage à encadrer le numérique sans instaurer de censure et appelle à une régulation antitrust au niveau international. Les journalistes sont également en difficulté face à l'expansion de l'usage d'intelligence artificielle. Elle peut aider des journalistes afin d'automatiser certaines tâches (comme la correction ou l'analyse de données). Cependant, l'IA représente un grand défi éthique. En 2025, l'EFE explique la présence de "deep-fakes", contenus générés par l'IA et mettent en difficulté la confiance citoyenne face à la presse. Un usage incorrect pourrait tout de même atteindre aux droits d'auteur. Pour assurer une transparence complète, l'EFE s'est mis en relation avec l'association de presse de Madrid afin de créer un label permettant de savoir si les contenus sont générés par l'intelligence artificielle. L'agence de presse appelle la conférence à promouvoir l'établissement d'un label en Europe garantissant la fiabilité d'information.

Pour conclure, visant à un bon fonctionnement de la démocratie, l'EFE défend la protection de journalistes, la transparence, le pluralisme et l'encadrement juridique de l'État face aux plateformes numériques. Elle peut être considérée comme europhile: elle est basée en Espagne et les informations diffusées sont proches de l'UE. De plus, elle partage les mêmes principes démocratiques que les pays membres et est favorable à la démocratie.